

manière alarmante. Je crois que la résolution dont j'ai donné lecture renfermait cette déclaration. Depuis que ces honorables Messieurs sont arrivés au pouvoir, voici que la dette s'est accrue par sauts et par bonds. Nous voyons que la dépense imputable au revenu consolidé s'est accrue en deux ans jusqu'à concurrence d'un montant de \$4,000,000. Si cette proportion est maintenue pendant dix-huit ans, au lieu de l'augmentation de \$12,000,000 qui s'est produite pendant l'Administration conservatrice, soit le budget passant de \$24,000,000 à \$36,000,000, si, dis-je, cette proportion se continuait pendant dix-huit années, cela ajouterait à la dépense nationale imputable au compte du revenu consolidé une somme d'à peu près \$30,000,000, si ces Messieurs ne modifient pas la ligne de conduite qu'ils ont suivie pendant ces deux dernières années. Ainsi donc, lorsqu'ils se plaignent du prétendu accroissement extraordinaire des dépenses publiques alors que le Gouvernement conservateur était au pouvoir, ce n'était qu'une bagatelle, comparé à l'augmentation démesurée qui se produit maintenant sous leur propre régime.

Je constate qu'au 30 juin 1896, la dette s'élevait à \$325,717,536.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: C'est-à-dire la dette totale.

L'honorable M. FERGUSON: Oui, c'est la dette totale; naturellement la comparaison est assez raisonnable—tandis qu'au 30 avril 1898, elle s'élevait à \$336,702,000 environ, sans déduction faite de l'actif, indiquant, dans tous les cas, l'accroissement énorme qui s'est également produit de ce côté là; il va de soi que nous devons continuer à l'augmenter puisque nous votons cette année, comme je viens de le montrer, environ \$7,000,000 de dépenses imputables au capital. Cela signifie ni plus ni moins que cette augmentation énorme sera ajoutée à la dette l'année prochaine, comme cela est arrivé au cours du dernier exercice.

Mais mon honorable ami le Secrétaire d'Etat s'imagine trouver une excuse pour une partie de cette dépense excessive dans les crédits affectés au Yukon, dans le prolongement de l'Intercolonial jusqu'à Montréal, dans la somme votée maintenant pour le plébiscite et pour quelques autres fins qui sont indiquées.

Il est vrai que ces frais d'une nature exceptionnelle sont couverts par les pré-

visions de l'année prochaine, mais il est également vrai que le Gouvernement est obligé de faire presque chaque année à des dépenses spéciales sous une forme ou sous une autre, et l'exercice 1898 99 ne sort pas de l'ordinaire par le fait que l'on a dû pourvoir à des déboursés extraordinaires de ce genre. Si on doit avoir un plébiscite au cours de cette année, il n'y aura pas, je présume, d'élections générales comme nous en avons eu au cours de plusieurs autres années, et s'il faut pourvoir à une dépense importante se rattachant au Yukon, on n'a pas à payer les frais d'une rébellion au Nord-Ouest ou à faire face à des difficultés de ce genre. Il est donc facile d'établir qu'aucune réduction ne doit être faite à raison de ces dépenses mentionnées par l'honorable Ministre à moins que, dans le but de faire une comparaison, vous retourniez aux années précédentes, lorsque le Gouvernement conservateur était au pouvoir, et éliminez également des dépenses qu'il a encourues, les déboursés extraordinaires qui se sont présentés au cours de presque chacune de ces années là.

Il s'en suit donc que pour établir une comparaison, il n'est pas nécessaire de soumettre à la Chambre les énoncés de ces honorables Messieurs, sauf le cas où vous seriez disposés à retourner en arrière et de remanier, refaire, si vous le voulez, l'état des dépenses encourues au temps de l'Administration conservatrice, en lui donnant crédit pour les déboursés qui pourraient être raisonnablement comparés à ceux-ci. Mais bien que mon honorable ami soit prêt de se servir des frais encourus pour le Yukon comme d'un argument irrésistible destiné à le justifier, ainsi que ses amis, devant le pays quant à ce qui concerne une petite partie des dépenses autorisées pour l'année prochaine, avon-nous oublié que pendant le long intervalle où ils furent dans l'opposition, ces Messieurs refusèrent obstinément de donner crédit ou de tenir compte au Gouvernement conservateur des dépenses considérables qu'il eut à faire quant à l'achat et au développement des grands Territoires du Nord-Ouest. Lorsque les Ministres conservateurs arrivèrent au pouvoir ce riche héritage fut confié à leur sollicitude; un service postal dut y être créé et il fallut maintenir là un corps de police à cheval fort coûteux; on dut prendre des mesures pour faire arpenter les terres, comme il fut nécessaire d'appliquer des dispositions